



## Au sommaire de ce numéro

La crise alimentaire qui vient.....	2 et 3
Démographie (Jean-Louis Michniak).....	4
Vivre en France la peur au ventre (Politis).....	4
Agenda ; Organisation d'Attac 92.....	5, 6

## G20 : trois fois zéro et gesticulations en vain

Attac France analyse la déclaration finale du G20 de Pittsburgh.

Pour la troisième fois en moins d'un an, le G20 vient d'administrer la preuve de son obstination à conforter le système financier mondial dans ses pires travers, ceux qui ont conduit à la plus grave crise depuis 80 ans.

### Les décisions

#### Bonus : l'arbre qui cache la forêt

Le G20 braque les projecteurs sur les bonus des traders : les bonus pourront être fixés "en pourcentage du revenu net bancaire", lorsqu'une banque "ne dispose pas de fonds propres suffisants". Les traders seraient récompensés quand ils font faire des bénéfices à leur banque et seraient pénalisés en cas de perte. Qu'est-ce que ce système, sinon une légitimation des profits d'une finance « socialement inutile » par définition, selon les propres termes de M. Adair Turner, président de l'Autorité des services financiers du Royaume-Uni ?

#### G20 et FMI : les nouveaux directoires de l'économie mondiale

Le G20 annonce le retrait du G8 pour se promouvoir nouveau gouvernement de l'économie mondiale, laissant de côté une grande partie de l'humanité, celle qui est la plus pauvre. La modification minimale des droits de vote au sein du Fonds monétaire international en faveur des pays émergents n'est pas en mesure de changer véritablement la réalité du pouvoir ni les fondements de ses politiques d'ajustement structurel.

#### OMC : la libéralisation des marchés reste la seule solution

Encore une fois, le G20 a défendu une conclusion du cycle de Doha à l'OMC dès l'année prochaine. "Nous maintiendrons l'ouverture et la liberté des marchés et réaffirmons les engagements pris à Washington et à Londres : nous nous abstenons d'élever des obstacles aux investissements ou aux échanges de biens et de services ou d'en imposer de nouveaux" et "nous ne recourons pas au protectionnisme financier, notamment à des mesures qui restreindraient les flux de capitaux à l'échelle mondiale". L'idéologie néolibérale est intacte, malgré les dégâts qu'elle a entraînés depuis 30 ans.

### Les absences

#### Les paradis fiscaux seront-ils démantelés ?

Non, ils sont blanchis, alors qu'à peine 5% d'entre eux ont signé des accords de coopération qui ne les engagent à pas grand-chose tant que les banques et les fonds spéculatifs ne seront pas empêchés d'y faire des opérations marquées par la fraude et l'évasion fiscales. Et la plupart des secrets des banquiers resteront bien enfouis.

#### Les marchés de gré à gré et les hedge funds seront-ils interdits, et les produits dérivés et la titrisation fortement encadrés ? Les banques de dépôts et les banques d'affaires seront-elles séparées ?

Non, tous les mécanismes financiers pratiquement incontrôlables sont maintenus et ils continueront à imposer des critères de rentabilité exorbitants et à générer des actifs financiers dont la valeur sera d'autant plus fictive qu'elle sera énorme.

#### Les transactions financières seront-elles taxées ?

Non, et pour donner le change, quelques voix gouvernementales parlent de la taxe Tobin, mais c'est aussitôt pour la rendre facultative, pour lui fixer un taux ridiculement bas, ou conditionner sa mise en œuvre à l'accord de l'ensemble des places boursières. De quoi rassurer les financiers.

#### Des mesures concrètes et efficaces seront-elles prises au niveau international contre le changement climatique ?

Non, l'appel des pays du G20 sur la question apparaît complètement creux, puisque aucune proposition concrète en terme de mesure et de financement n'est avancée. Leur intention affichée de "ne pas ménager leurs efforts pour conclure un accord à Copenhague" ne doit pas faire oublier que les positions actuelles des pays riches empêchent tout accord sérieux, à la hauteur des exigences écologiques.

### Les conclusions d'Attac.

Le G20, dans ses trois réunions de Washington (novembre 2008), Londres (avril 2009) et Pittsburgh, confirme que les gouvernements des pays les plus puissants considèrent que le système financier doit être remis en selle et non pas remis en cause : la foi en la capacité des marchés à s'autoréguler reste globalement intacte. Pourtant, la gravité de la crise, s'étendant de la finance à l'économie, au social et à l'écologie aurait dû servir de dernier avertissement.

Le sauvetage des banques et de l'ensemble du système financier sans aucune contrepartie pour la société, la relance de l'économie à coups de déficits publics sans imaginer un mode de développement écologique, et les attermoissements face au dérèglement climatique dont la régulation est confiée au marché créeront malheureusement les conditions d'une prochaine crise encore plus grave. Les services publics, l'assurance maladie et les retraites continuent d'être privatisés dans les pays du G20, sous la pression des compagnies d'assurance et des fonds de pension, acteurs majeurs de la spéculation financière. Les revenus du capital ne seront pas limités et ceux du travail attendront d'être revalorisés. Le G20 ne dit rien sur cette question d'autant plus cruciale que la montée extraordinaire des inégalités est l'une des principales raisons du caractère systémique de la crise.

L'association Attac réaffirme son opposition radicale à un système économique et financier prédateur et inégalitaire et son engagement en faveur :

- d'une socialisation du secteur bancaire et financier avec un contrôle citoyen ;
- d'une taxation internationale des transactions financières ;
- d'une limitation stricte des revenus financiers ;
- du placement hors marché des biens publics mondiaux ;
- d'une régulation mondiale de la finance, de l'économie et de l'écologie (en particulier du climat) sous l'égide de l'ONU.

Dominique Plihon, Jean-Marie Harribey

### IMPORTANT

**Si ce n'est pas encore fait, il est toujours temps de témoigner votre soutien en renouvelant votre cotisation à ATTAC ... et incitez vos amis à adhérer.**

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.  
Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre.  
De trois lignes à une page.

N'attendez pas !

Le prochain numéro paraîtra début novembre.

Ce numéro vous a intéressé ? Pensez à ceux qui n'ont que la télé ou la radio pour s'informer.

**Diffusez, par courriel ou sur papier...**

# La crise alimentaire qui vient

(Revue « L'économie politique » n° 43, juillet 2009, notes de lecture de J-P Allétru)

Un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde.

L'humanité saura-t-elle sortir de ce fléau ? Ou au contraire le pire est-il devant nous ?

La situation actuelle résulte pour l'essentiel d'une politique néfaste, menée au niveau mondial.

Il n'y aura pas de solution sans un changement radical de cette politique.

Mais le défi, compte tenu des perspectives d'évolution (inquiétantes) et des marges de manoeuvre (réduites), est considérable.

**Le nombre de personnes malnutries a retrouvé le niveau élevé des années 1970** : un milliard de personnes.

Même si la population mondiale a doublé dans l'intervalle, ce milliard de ventres creux est d'autant plus choquant qu'une partie du monde vit dans la plus grande abondance alimentaire : un autre milliard de personnes est en surpoids, dont 800 millions d'obèses.

L'Inde, malgré son décollage économique, compte toujours 250 millions de malnutris chroniques, plus d'un cinquième de sa population...

## Pourquoi en est-on là ? Les lourdes conséquences du dogme du libre échange

*Les inégalités n'ont cessé de croître.*

**Les pays en développement paient surtout aujourd'hui le poids des erreurs passées** : contrairement aux pays du Nord, ils n'ont cessé, pour la plupart d'entre eux, de sacrifier leurs petits agriculteurs. D'abord au moment des indépendances, en misant sur l'industrialisation et l'urbanisation, et en nourrissant leurs villes grâce à des importations massives ; puis lors de la crise de la dette, sous la *pression des institutions financières internationales*, qui leur ont demandé d'ouvrir un peu plus leurs frontières.

A partir de 1986 et l'ouverture de l'Uruguay Round, le bien fondé du libre échange dans l'agriculture a été défendu à l'unisson par les grandes institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce depuis 1995). Le mouvement vers plus de libre-échange a été lancé.

**Les pays du Nord, pendant ce temps**, grâce aux sommes investies dans l'agriculture, et aux soutiens à la production, ont produit des denrées alimentaires en large excédent, et ont pris l'habitude d'exporter.

Jusqu'en juillet 2008, la hausse du prix des céréales et du riz pouvait donner l'illusion qu'un objectif de libéralisation globale était possible et applicable. Mais après la crise de juillet 2008, les prix ont reculé de moitié en moins de six mois.

**Actuellement**, les pays les plus compétitifs (le groupe de Cairns) prônent une libéralisation totale des marchés agricoles. Les pays développés (Etats-Unis, France) freinent des quatre fers, sachant qu'ils ne sont pas aptes à supporter une concurrence libre et non faussée de la part de puissances agricoles comme le Brésil, l'Argentine ou même l'Australie. Les pays en développement pauvres et déficitaires obtiennent de nombreuses concessions de calendrier pour mettre en œuvre complètement la libéralisation de leur marché. Les négociations du cycle de Doha s'enlisent.

Mais d'ores et déjà la mise en application du cycle de Doha a conduit à plusieurs évolutions : le sucre blanc européen va disparaître des marchés mondiaux ; la réduction des stocks d'intervention dans le domaine du lait permet à de nouveaux exportateurs, telle l'Argentine ou la Nouvelle-Zélande, d'émerger.

**Le marché mondial des céréales est source d'insécurité alimentaire.** Du fait de la concurrence internationale, le prix mondial du blé, du maïs, du riz s'est établi artificiellement au niveau du producteur le plus compétitif. Les producteurs du Sud ont ainsi été laminés par l'invasion de produits agricoles à bas prix. Les paysans du Sud quittent leurs campagnes, et viennent gonfler les bidonvilles, faute de pouvoir tirer un revenu suffisant de leur activité...

La vision idyllique d'un marché mondial qui serait pour les pays pauvres un filet de sécurité alimentaire à l'échelle de la planète ne résiste pas à l'analyse.

Quand les prix sont élevés, c'est la famine qui guette. C'est ce qui s'est passé en 2008.

Lorsque les prix sur le marché mondial sont bas, les agriculteurs locaux n'ont plus de débouchés. La production baisse, et la dépendance vis-à-vis de l'extérieur s'accroît. Les déficits alimentaires peuvent donc se creuser, ce qui accroît les risques de famine.

Et c'est ainsi que **l'écart de productivité** entre les agricultures des pays pauvres et les agricultures de plus en plus productives de certains pays développés ou émergents **n'a cessé de s'accroître** au fil du temps, pour constituer un **rapport de 1 à 1000 !**

Le risque majeur d'une concurrence complètement libre est d'interdire aux populations rurales des pays pauvres le droit à produire pour vivre.

## *Les marchés alimentaires mondiaux souffrent d'une très grande instabilité des prix.*

Les prix sont structurellement instables car il s'agit d'un **marché de surplus** ou d'excédents. Pour le riz, par exemple, le marché mondial ne représente que 7 % de la production mondiale. Une variation même faible de la production mondiale se traduit par de fortes variations de prix (ainsi, en 2007, alors que le monde a produit 603 millions de tonnes de blé pour une consommation de 617 millions de tonnes, cette variation de 2 % *seulement de la production* a entraîné un *doublément des prix*).

D'autant que les **stocks, coûteux à financer**, sont maintenus à un niveau assez bas, et ne peuvent jouer le rôle d'amortisseur d'une campagne à l'autre ; que les variations de l'offre agricole prennent du temps ; et que la production varie sensiblement avec les **conditions météorologiques**.

Cette instabilité n'incite pas à investir. Rien n'est pire pour un agriculteur que de n'avoir aucune visibilité sur les revenus qu'il pourra tirer de sa récolte.

Avant 1972, le marché mondial était très encadré par des politiques de stabilisation des pays exportateurs et des pays importateurs. **A partir de 1972, la dérégulation est de mise et la volatilité explose** (à titre d'exemple : le prix du blé est passé de 371 \$ la tonne en janvier 2008 à 195 \$ un an après).

**Se pose alors la question du devenir de ces 1300 millions de petits paysans**, qui, en raison de leur grande pauvreté, forment paradoxalement les principaux bataillons de la faim, alors même qu'ils produisent la nourriture.

Ainsi, **partout à travers le monde**, il existe un **clivage croissant entre une agriculture familiale paysanne**, à base de petites exploitations, vivant difficilement, **et une agriculture productiviste**, branchée sur les marchés mondiaux, largement financée par les pouvoirs publics, recourant à des techniques très intensives en capital mais utilisant très peu de main d'œuvre (60 millions de travailleurs agricoles). Cette agriculture productiviste est accusée non sans raison d'épuiser les sols, de polluer les nappes phréatiques, de menacer la biodiversité, et de conduire à la déforestation et à la désertification...

## Les négociations agricoles mondiales pourraient (devraient) sensiblement changer la donne, en remettant en cause la dérégulation.

L'application sans nuance et sans précaution du dogme libéral aboutit paradoxalement à la privation pour certains, les plus pauvres, de la liberté de produire et donc de se nourrir.

Tout l'enjeu d'une bonne politique agricole et alimentaire est de parvenir à son bon réglage, à l'écart des solutions extrêmes et simplistes que sont, d'une part, l'ouverture indifférenciée, ou, d'autre part, les prix administrés.

**Il faut qu'un certain nombre de pays en développement**, et notamment les pays africains, **retrouvent la possibilité de protéger leurs frontières de la concurrence extérieure.**

**Le bon équilibre** entre prix à la consommation et prix à la production est très difficile à établir : les producteurs doivent être incités à nourrir les consommateurs, dont le pouvoir d'achat est faible. **Pour chaque pays, il est différent**, dépendant du pouvoir d'achat, de la géographie, de la qualité des terres cultivables, des distances par rapport aux bassins de consommation... Le prix international apparaît donc bien incapable d'orienter de bonnes politiques agricoles et alimentaires. Les solutions doivent d'abord être déclinées à l'échelle locale. L'Inde parle depuis 2004 d'un « new deal » pour les campagnes ; la Chine a lancé depuis 2005 un nouveau slogan, l'« harmonie sociale », visant à donner plus et prendre moins aux campagnes.

Les gouvernements devront arbitrer entre différentes priorités parfois contradictoires : alimentation des hommes et notamment des villes, recherche à tout prix de l'indépendance énergétique, biocarburants, réduction des émissions de gaz à effet de serre, réduction de la consommation d'énergies fossiles, soutien au revenu agricole...

La communauté internationale (Banque mondiale, FAO) commence à en prendre conscience : **il n'y aura pas de solution sans investissement majeur dans l'agriculture.** Il y a urgence.

Mais malheureusement, à la suite de la crise financière et de la crise économique, les Etats développés vont se concentrer sur les besoins de leur population, et l'aide publique au développement va donc se réduire. Le plus probable est que **les investissements dans l'agriculture des pays pauvres vont donc diminuer.** Or c'est justement la baisse des investissements publics dans l'agriculture ces vingt dernières années qui, de l'aveu même de la Banque mondiale en 2007, a été la principale cause de la crise alimentaire du début 2008.

De toute façon, pour que l'aide publique au développement soit efficace, il faudrait que ses moyens soient suffisants ; or ils sont très limités : près de 100 milliards de dollars par an pour traiter les maux des 4/5 de l'humanité. Et ils baissent, à cause de la crise financière.

Il faudrait en outre qu'elle soit d'abord consacrée au soutien à la production et à la commercialisation des produits vivriers ; or le soutien à l'agriculture n'a représenté en 2008 que 4 % du montant total de l'aide publique au développement. Et l'aide alimentaire vient perturber les marchés vivriers locaux

Enfin, l'ambition de l'aide doit être de promouvoir le développement durable. L'économie de la sobriété, l'économie de proximité, l'utilisation partagée et parcimonieuse des ressources de la planète font partie des enjeux majeurs de ce XXI<sup>ème</sup> siècle.

## Le défi est considérable.

**La population mondiale devrait passer de 6 milliards d'habitants à 9 milliards d'habitants d'ici à 2050.**

Ce bond de 50 % devrait a priori se traduire par une hausse équivalente des besoins alimentaires, un défi que l'agriculture mondiale a relevé avec succès au cours du XX<sup>ème</sup> siècle.

Mais du fait que de nombreux pays émergents passent d'un régime alimentaire végétarien à un **régime carné**, ce n'est pas de 50 % qu'il va falloir **augmenter la production** dans les quarante ans à venir, mais **de 100 % !**

Sachant qu'il faut jusqu'à 15 000 litres d'eau pour un kilo de bœuf (en raison des céréales qu'il consomme), **un régime carné mondial n'est pas durable.**

**Les évolutions climatiques** risquent d'entraîner une **redistribution régionale des grandes aires de production** : extension des régions marquées par l'aridité aux basses latitudes, libération des tourbières gelées aux hautes latitudes qui permettra d'augmenter la superficie des terres cultivables. Le Sud (très peuplé) devrait y perdre alors que le Nord pourrait y gagner (en Russie notamment).

Quelle place sera faite aux **agrocarburants**, qui, alors même qu'ils ne remplacent aujourd'hui que 2 % du pétrole consommé, absorbent une part non négligeable des céréales produites : 5 % pour le blé, 10 % pour le maïs et 20 % pour les cultures vivrières ? *Faire le plein d'un véhicule 4x4 nécessite autant de céréales (240 kilos de maïs pour 100 litres d'éthanol) qu'en a besoin une personne pour se nourrir pendant un an.*

**Les progrès techniques permettront-ils d'augmenter les rendements ?** Aujourd'hui, le phénomène majeur est à l'inverse la dégradation des sols (qui touche 1,9 milliard d'hectares –deux fois la superficie de la Chine– et 2,6 milliards de personnes). L'agriculture est responsable de 60 % des émissions anthropiques de méthane et d'environ 50 % des émissions de protoxyde d'azote, un puissant gaz à effet de serre. Et on observe une chute catastrophique de la biodiversité.

Tout n'est pas noir pour autant. Le petit Etat du Malawi a prouvé qu'en quelques années des *subventions publiques à l'acquisition d'engrais* pouvaient changer complètement la donne et transformer un pays importateur en pays exportateur de produits agricoles. Par ailleurs, on peut espérer créer des variétés nouvelles plus résistantes, et produire des agrocarburants à partir de matières premières cellulosiques (à la place des végétaux actuellement utilisés qui concurrencent l'alimentation humaine et animale)...

**Une marge de progrès réside certainement dans la réduction des gaspillages et des pertes.** En Occident, près d'un tiers de la nourriture ne serait pas consommée, un taux dont la proportion croît avec l'importance prise par la restauration collective dans l'alimentation. En Inde comme en Afrique, faute d'infrastructures (routes, systèmes réfrigérants, ...) environ 40 % de la production pourrit sur place...

## Au total, l'optimisme de la volonté l'emportera-t-il sur le pessimisme de la raison ?

Sylvie Brunel veut le croire : « le nombre de personnes disposant d'une alimentation insuffisante devrait considérablement se réduire, dit-elle : 33 % de la population mondiale en 1970, 20 % en 1990, 17 % en 2005, 7 % en 2030, 4 % en 2050. La malnutrition devrait donc diminuer de façon drastique en une génération, démentant les prédictions malthusiennes.

Nourrir dix milliards d'hommes n'est pas une gageure agronomique, mais une question de priorités politiques. »

Mais pour Frédéric Lemaître, le pire est sans doute devant nous.

Source : La revue « L'économie politique », dans son numéro de juillet 2009, qui donne la parole à trois experts :

**Sylvie Brunel**, ancienne présidente d'Action contre la faim (dernier ouvrage : « Nourrir le monde, vaincre la faim », Larousse 2009). Article intitulé « Nourrir le monde n'est pas une gageure. Quoique... » **Frédéric Lemaître**, rédacteur en chef au journal Le Monde (dernier ouvrage : « Demain, la faim ! », Grasset 2009). Article intitulé « Demain, la faim ! » **Stéphane Madaule**, maître de conférences à Sciences Po Paris (dernier ouvrage : « L'aide publique au développement. L'abcédaire de la réforme », L'Harmattan 2008). Article intitulé « La faim dans le monde : vraies et fausses solutions ».

## Les dangers de l'évolution de la démographie non maîtrisée des hommes sur notre planète

Jean- Louis Michniak

Nous avons le devoir de continuer notre combat contre les causes majeures conduisant aux crises socio-économiques, écologiques, énergétiques, et alimentaires .

Parmi ces causes, la **surpopulation mondiale** est comme , commencent à le souligner des militants progressistes et diverses personnalités , un danger de premier ordre . En effet , la croissance démographique est très préoccupante : 3 milliards d'êtres humains en 1960, presque 7 milliards actuellement, plus de 9 milliards en 2050, 20 milliards en 2100 . . . Il y a de quoi "craquer" et ATTAC doit prendre sa part (avec tout le mouvement humaniste anti-obscurantiste) dans la nécessaire campagne en faveur d'une "réaliste" décroissance démographique internationale !

Face à la progression actuellement gigantesque du nombre d'êtres humains sur une Terre dont la surface habitable et les ressources ne sont pas sans limites, la situation est préoccupante !

Sans être totalement un disciple de l'économiste anglais Thomas MALTHUS (1766-1834), célèbre par son courageux « Essai sur le principe de population » (justifiant la limitation des naissances) , on doit agir contre cette menace planétaire de l'extension déraisonnable de la démographie . Avec tous les moyens contraceptifs disponibles, à présent , concernant les hommes et les femmes, les choses sont devenues plus faciles qu'à l'époque de Malthus ! Les subsistances et les potentialités de notre Globe n' étant pas illimitées , il faut donc dire clairement : STOP, en ce début de 21<sup>è</sup> siècle !

Il convient donc de mettre un terme à une certaine forme de discours nataliste, porteur de très graves déséquilibres dans certaines régions du globe ! C'est vrai que ce sujet est encore trop souvent tabou . . . Il s' agit donc d'un chantier "costaud" .

### Vivre en France la peur au ventre.

*Olivier Douvre (Politis 24 septembre) rend compte de l'ouvrage « Douce France. Rafles, rétentions, expulsions »*

Rafles, arrestations, rétentions, expulsions d'étrangers en situation irrégulière, sans oublier les multiples tracasseries administratives à l'encontre des immigrés en situation régulière et la modification incessante –allant toujours vers le durcissement – des conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France... Ce sont là quelques unes des caractéristiques de la « *douce France* » de Nicolas Sarkozy, expression qui a donné son titre à l'ouvrage dirigé par Olivier Le Cour Grandmaison, professeur de philosophie et de sciences politiques à l'université d'Evry. Ce remarquable travail collectif et pluridisciplinaire dresse, à mi-parcours du quinquennat présidentiel, le bilan accablant et abject de l'actuelle politique d'immigration, qui porte la marque, selon ses auteurs, d'une véritable « *xénophobie d'Etat* ». Consternés, voire révoltés, par ce climat nauséabond, et surtout par l'assimilation constante des étrangers à une menace, en particulier pour la fameuse « identité nationale » -dont les historiens nous ont pourtant appris qu'elle s'est surtout construite sur les différentes vagues d'immigration successives-, les chercheurs réunis pour ce volume (juristes, philosophes, historiens, sociologues, etc.) ont souhaité associer à leurs analyses circonstanciées une série de témoignages de ces étrangers qui vivent en France en 2009 avec la peur au ventre. Celle-ci est en effet la conséquence de ce qu'il faut bien appeler un « *état d'exception* » à leur rencontre, puisque leurs droits et libertés fondamentales en sont directement et gravement affectés.

Fournis par le Réseau Education sans frontières, qui a participé à la publication de ce livre, ces textes, aussi brefs que glaçants, en plus des analyses des chercheurs, nous font ainsi mieux connaître les effets concrets d'une politique dont n'ont parfois pas conscience bon nombre de Français dits « de souche », qui passent par exemple sans même les voir devant les multiples barrages de police chargés des contrôles d'identité (au faciès) puisque ceux-ci ne s'adressent jamais à eux. On découvre ainsi les multiples stratégies des sans-papiers pour tenter d'échapper à la traque permanente dont ils sont la cible : ne pas sortir le soir, éviter les grandes stations de RER ainsi que certains quartiers où ils savent que la police pratique fréquemment des rafles.

L'ouvrage montre surtout combien cette politique de la peur et de la suspicion généralisée s'étend aujourd'hui aux étrangers en situation régulière (qu'un changement de situation personnelle peut soudain transformer en « clandestins »), à leurs proches (dans le cas de couples mixtes), voire à leurs amis (considérés comme « coupables » de les avoir aidés). En rappelant l'origine de vieilles techniques répressives remises au goût du jour pour mieux atteindre les fameux objectifs chiffrés fixés par le gouvernement, les auteurs esquissent, au fil des pages, les contours d'une France qui fait froid dans le dos. Celle où nous vivons en ce moment.

*[Merci de faire parvenir à Angle d'Attac 92 les témoignages de luttes menées dans les Hauts de Seine pour aider des sans-papiers à obtenir les fameux papiers. A l'occasion du vingtième anniversaire (le 20 novembre 2009) de la signature par la France de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, RESF organise un rassemblement, tous les dimanches, de 16h à 17h, du 20 septembre au 22 novembre, devant la cathédrale Notre-Dame de Paris, avec l'accord de l'archi-prêtre de Notre-Dame, pour protester contre le démantèlement des familles de sans-papiers et l'enfermement des mineurs. Tous les vendredi à 18 heures se tient devant le kiosque de la mairie de Montrouge pour exiger le retour de Mohamed Allouche parmi les siens, auprès de sa femme et de son fils.]*

## Agenda

- 6 octobre**      **Paris XVème**      « **Retraite des femmes : premier recul avant la réforme 2010** »      *Christiane Marty*  
Conférence organisée par Attac Paris XV  
20 h , 17 rue de l'Avre.
- 9 octobre**      **Asnières**      « **Les chemins du post capitalisme** »  
*Conférence débat avec Thomas Coutrot*, membre du conseil scientifique d' Attac.  
20h30, au petit théâtre (CAS), 16 place de l'Hôtel de ville 92600 Asnières sur Seine  
Les analyses développées par ATTAC depuis 10 ans déjà, ont montré leur pertinence. La crise actuelle est d'abord une crise du capitalisme financier que nous avons toujours dénoncé. Le krach de Wall Street de septembre 2008 marque l'impasse d'un système.  
Les répercussions dans l'économie réelle se font sentir tous les jours :  
*-accroissement du chômage*  
*-baisse du pouvoir d'achat*  
*-diminution de la protection sociale*  
*-abandon des services publics...*  
ATTAC souhaite concrètement proposer des réformes.  
Pour ce faire nous organisons un débat, ... pour dégager les points de consensus, les lignes de fracture, les chemins à explorer. Quels chemins vers *un autre monde possible* ?  
<http://www.france.attac.org/spip.php?article10324>
- 10 octobre**      **Paris**      « **Les samedis de formation** » du groupe de travail logement de la *Ligue des Droits de l'homme*  
de 14h30 à 18h30, 40 rue de Malte PARIS - métro République. Accueil à partir de 14H 15  
  
Pour cette réunion de rentrée, deux thèmes d'études sont proposés :  
**1- 14h 30- 15h 30** Quelques réflexions sur l'urbanisme actuel et la notion de densité. Des alternatives architecturales pour des territoires durables et solidaires.  
*Ce thème sera traité par Cristina Conrad, architecte et urbaniste, architecte-conseil de l'Etat, et jusqu'en 2007 présidente de l'ordre des architectes d'Ile-de-France.*  
**2- 16h 30-17h 30** Quel état des lieux en matière de crise du logement et d'expulsions locatives ?  
A quelles évolutions doit-on s'attendre après la nomination d'un Secrétaire d'Etat au Logement et à l'Urbanisme auprès du Ministère de l'Ecologie ? Quelles perspectives d'action pour le Collectif des Associations Unies ?  
*Ce thème sera traité par Christophe Robert directeur des études de la Fondation Abbé Pierre, et animateur du Collectif des Associations Unies.*  
  
Un débat s'ouvrira après chacun des exposés des intervenants.  
Ce temps de discussion permettra aussi d'évoquer les luttes pour faire appliquer dans les faits le droit au logement pour tous.
- 15 octobre**      **Paris 10 ème**      « **Jeudi d'Acrimed. Internet en hausse, publicité en berne : vers la fin des journaux imprimés ?** »  
avec *Bernard Poulet* (auteur de *La fin des journaux et l'avenir de l'information*)  
à 19 h, Bourse du travail, 3, rue du Château d'Eau, Paris 10<sup>ème</sup>.
- 15 octobre**      **Courbevoie**      « **L'économie solidaire, antidote de la crise** » par *Jean Paul Van Hoove*  
Réunion publique organisée par ATTAC92 –groupe local de Courbevoie.  
à partir de 20 h, 6 rue Adam Leroux      Quartier Charras.  
Apporter un produit Bio
- 17-22 octobre**      **Montreuil**      **Exposition « Jaurès et la classe ouvrière »**  
Au musée de l'Histoire vivante, 31, boulevard Théophile Sueur (01 48 70 61 62).
- 17 octobre**      **Clichy**      deux conférences-débat (entrée libre et gratuite):  
**Altermondialisme : l'Equateur**      Introduction de *Denise Mendez* (conseil scientifique d'Attac)  
Projection du film sur l'Équateur d'Élie Sciuto.  
Débat avec Élie Sciuto et Olivier Chantry du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde)  
**Les enjeux de l'eau en Ile-de-France**      Pour une gestion Publique, Démocratique, Écologique de l'eau  
Conférence – débat avec *Jean-Claude Oliva*, Président de la coordination *Eau* en Île de France.  
Site de la Coordination Eau en Île de France : [WWW.eauidf.blogspot.com](http://WWW.eauidf.blogspot.com)  
  
à partir de 14h30      Espace Henry Miller, 3 rue du Dr Calmette      92 110 Clichy
- 22 octobre**      **Antony**      « **Sortir de la crise globale vers un monde solidaire et écologique** ».  
par *Dominique Plihon*, professeur d'économie à l'Université Paris VIII  
à 20 h 45      Salle Petresco (cours du cinéma le Select)  
dans le cadre de l'université populaire, groupe local d'Antony [up.antony@gmail.com](mailto:up.antony@gmail.com)  
sur inscription - versement annuel libre.
- 30 octobre**      **Nanterre**      « **Guerre d'Algérie et massacre du 17 octobre 1961** », conférence d' *Olivier La Cour GrandMaison*  
(historien)  
à 20 h, L'Agora, 20, rue de Stalingrad (RER A à Nanterre-Ville)  
*Les oranges, tél 06 29 87 21 21, <http://lesoranges.com>*
- 5 novembre**      **Montrouge**      « **Les Systèmes d'Echange Locaux** »  
20 h 30 Maison des Associations, 105, Avenue Aristide Briand, salle de réunion 15.

## Organisation d'ATTAC 92

**Siège social:** 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes. [attac92@attac.org](mailto:attac92@attac.org)

**Site internet:** <http://www.local.attac.org/attac92> (Jean-Louis Montel)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas  
Secrétaire : Michel Fenayon  
Vice-secrétaire : Sophie Maloberti  
Trésorier : Hubert Guérinet  
CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval  
Groupe communication : Hubert Guérinet,  
Christian Hamon,  
Cyril Pocréaux  
Fichier : Nicolas Lasman  
Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr)

### Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux [daniel.monteux@wanadoo.fr](mailto:daniel.monteux@wanadoo.fr)  
Asnières : Guy Rodary [guy.rodary@free.fr](mailto:guy.rodary@free.fr)  
Clamart : Eric Colas [eric@colas.name](mailto:eric@colas.name)  
Antony : Cécile Ganeval [cecilgan@hotmail.com](mailto:cecilgan@hotmail.com)  
François Tonnerieux [tonnerieux.lahore@aliceadsl.fr](mailto:tonnerieux.lahore@aliceadsl.fr)  
Colombes : Bernard Kervella [bkervella@wanadoo.fr](mailto:bkervella@wanadoo.fr)  
Fontenay : Hélène Hérin [hherin@gmail.com](mailto:hherin@gmail.com)  
Rueil-Malmaison : Cyril Pocréaux [cyrilpocreaux@yahoo.com](mailto:cyrilpocreaux@yahoo.com)  
Clichy : Jean Quebre [elyne.quebre@aliceadsl.fr](mailto:elyne.quebre@aliceadsl.fr)  
Courbevoie : Annie Reynaud [annie.reynaud@bbox.fr](mailto:annie.reynaud@bbox.fr)  
Montrouge : Jean-Paul Allétru [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr)  
Catherine Sindicas : [cath.sindicas@wanadoo.fr](mailto:cath.sindicas@wanadoo.fr)  
Jean-Jacques Langlois: [langlois.jean-jacques@wanadoo.fr](mailto:langlois.jean-jacques@wanadoo.fr)

### Bulletin d'adhésion 2009

**NOM** (en capitales) : ..... **PRENOM** : ..... **Homme / Femme** (rayer la mention inutile)

**Date de naissance** : ..... **Profession** : .....

**Adresse** : ..... **Code postal** : ..... **Ville** : ..... **Pays** : ..... **Téléphone fixe** : .....  
..... **Mobile** : .....

**Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac)** : .....

**J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2009 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :**

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de .....

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal  
par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :  
signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

*Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.*